

#671

Du jeudi 15 au mercredi 28 octobre 2026

Regards

la Courneuve

JEUNESSE DETER !

à lire pages 4-5

L'ÉTUDE DU SOIR,
C'EST BON
POUR LES DEVOIRS

P. 6

LE NOUVEAU
CENTRE-VILLE
PREND FORME

P. 8

À PLEIN SOUFFLE
POUR OCTOBRE ROSE

P. 12





Nicolas Vieira



N. V.

Les femmes ont eu de la voix !

Les 10 et 11 octobre, la 4^e édition du festival « Les femmes ont de la voix » a pris ses quartiers à la Maison de la citoyenneté, une présence inédite à La Courneuve : anecdotes gesticulées, table ronde, scène ouverte, spectacle, rencontre littéraire, atelier d'éducation populaire... ont permis d'aborder le racisme, la discrimination, le viol, la guerre, quand elle redessine les priorités de la société, la militarisation de la jeunesse... Sur place, un public à la fois curieux et conquis.



N. V.



Nazir Abiboulla

Fin de résidence à La Comète.

La compagnie Les Enfants du Paradis pilotait depuis 2019 le projet de La Comète - Maison des pratiques artistiques amateurs (MPAA), avenue Gabriel-Péri dans les anciens locaux du cinéma L'Étoile. La compagnie va quitter les lieux pour de nouvelles aventures... Elle célébrait cette « sortie de résidence » le 3 octobre par une soirée autour de la performance participative « On dansera jusqu'à en crever ». Bonne continuation pour la compagnie !



N. A.



Jean-Michel Sicot

La santé mentale, tout un art

Bobby, Mohamed, Pauline, Zakaria et une dizaine de patient-es et usager-ères de l'hôpital de jour Ville-Évrard - CATTP de La Courneuve sont venus à la Maison de la citoyenneté inaugurer l'exposition de leurs œuvres, dans le cadre des Semaines d'information sur la santé mentale (SISM), articulées cette année autour des bienfaits des pratiques artistiques.

Exposition visible à la Maison de la citoyenneté, 33 avenue Gabriel-Péri. Retrouvez le programme des SISM en p. 14.



Jeanne Frank

MOBILISÉS POUR NOS DROITS

Depuis plusieurs semaines, partout en France, les lycéennes et lycéens se mobilisent pour défendre leurs conditions d'étude. Derrière leur colère : des classes surchargées, des professeur·es non remplacés, des bâtiments vétustes et un système Parcoursup discriminant. À La Courneuve, notre jeunesse prend toute sa part dans ce mouvement et porte une exigence qui devrait être une évidence : celle de pouvoir étudier dignement.

Avec les élu·es de la majorité municipale, nous nous sommes rendus sur place lors des mobilisations pour échanger avec les lycéen·nes et les enseignant·es, leur témoigner notre soutien et réaffirmer la légitimité de leurs revendications. Nous restons résolument à leurs côtés pour les accompagner et porter leurs demandes auprès de l'État, responsable des moyens humains et du remplacement des enseignant·es, et de la Région Île-de-France, responsable des bâtiments, de leur entretien et des conditions matérielles d'accueil des élèves.

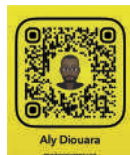
Nous dénonçons le choix du gouvernement de répondre à la mobilisation des lycéen·nes par la brutalité policière et la répression judiciaire plutôt que par des réponses politiques. Ce choix irresponsable entretient un engrenage de tensions et de violences qui non seulement met nos jeunes en danger, mais détourne aussi l'attention de leurs revendications. Il lui appartient d'y mettre fin en choisissant enfin la voie du dialogue et en garantissant une réelle égalité des conditions d'étude pour tous nos élèves.

S'engager pleinement dans les mobilisations pour les droits est au cœur de notre action. Aux côtés des locataires, le combat contre l'augmentation des loyers connaît aujourd'hui une avancée importante. En tant que maire, j'ai interpellé les bailleurs pour obtenir le gel des loyers. Ces démarches portent leurs fruits : Seine-Saint-Denis habitat a désormais acté le gel des loyers, tandis que Plaine Commune Habitat s'engage dans cette voie, ouvrant cette perspective qui permettra à des milliers de locataires courneuviens de préserver leur pouvoir d'achat.

Cette avancée s'inscrit dans une lutte menée depuis plus de dix ans avec les locataires, que j'ai portée comme militant associatif, puis comme député et désormais comme maire. Elle est le fruit d'une mobilisation collective et d'une constance qui ne s'est jamais démentie. C'est une première victoire arrachée au terme de longues années de lutte commune. Nous continuerons à agir pour que le gel des loyers protège concrètement le pouvoir d'achat des familles. De l'école au logement, toute l'équipe municipale restera fidèle aux engagements pris devant vous : être aux côtés des Courneuviennes et des Courneuviens, faire avancer vos droits et obtenir des résultats concrets.

Aly Diouara, maire

Suivez
Aly Diouara
sur son
Snapchat



Aly Diouara
mairiedecourneuve

RDV CITOYENS

VEN 16 OCT Santé mentale : fête de clôture

Rencontres, exposition, chorale, buffet... tout le monde est invité à la clôture des Semaines d'information sur la santé mentale (SISM).

**Maison de la citoyenneté
James-Marson, 33 av. Gabriel-Péri,
de 15h à 18h. Entrée libre.
Lire le programme p. 14**

SAM 17 OCT Hommage aux victimes de la répression

Cérémonie d'hommage aux victimes du 17 octobre 1961 : ce jour-là, la répression par la police d'une manifestation pacifique d'Algérien·nes à l'appel du Front de libération nationale (FLN), dans le contexte de la guerre d'indépendance algérienne, a tourné au massacre. Parmi les manifestant·es, 200 personnes sont mortes et des centaines ont été blessées (chiffre non officiel). La cérémonie sera suivie d'une après-midi de rencontre et de débats.

Stèle du 17-octobre-1961, place de la Fraternité, à 11h.

VEN 30 OCT La Bataille d'Alger

Le Conseil local de la jeunesse vous invite à la projection (suivie d'un débat) du film algéro-italien *La Bataille d'Alger*, récompensé par le Lion d'or à la Mostra de Venise 1966.

**Cinéma L'Étoile,
1 allée du Progrès,
à 19h30. Gratuit.
Lire p. 15**

Regards

38 av. de la République 93126 La Courneuve Cedex
Tél. : 01 49 92 61 40
lacourneuve.fr
Courriel : regards@lacourneuve.fr
Pour envoyer un courriel à la rédaction :
prenom.nom@lacourneuve.fr

Direction de la publication : Aly Diouara
Rédaction en chef : Claude Rambaud
Conception graphique : Denis Pichelin
Conception éditoriale : Boréal
Rédaction : Mariam Diop, Nicolas Liébault,
Isabelle Meurisse, Olivia Moulin

Mise en page : Denis Pichelin
Secrétariat de rédaction : Stéphanie Arc
Photo de couverture : Le Du0
Ont collaboré à ce numéro : Nazir Abiboulla,
Thierry Ardouin, Léa Desjours, Jeanne Frank,
Fabrice Gaboriau, Le Du0, Julien Penichost,
Jean-Michel Sicot, Silina Syan, Adja Traoré, Nicolas Vieira.

Impression : Paris Offset Print
30 rue Raspail, 93120 La Courneuve,
Publicité : Médias & publicité,
tél. : 01 49 46 29 46
Tirage : 19 000 exemplaires
N° ISSN : 1141-4529

Les lycéen·nes de La Courneuve se sont largement joints au mouvement national réclamant des conditions d'études décentes et l'égalité des chances.

Jean-Michel Scot



MOBILISATION HISTORIQUE DANS LES LYCÉES

Les lycéen·nes ont réinventé l'affichage politique pour exprimer leur colère, leurs revendications, leur détermination.

Un air de Mai-68 souffle sur les boulevards. Le 6 octobre puis le 13 octobre, une forêt de pancartes surmonte la foule compacte des jeunes manifestant·es : « La police nous protège, ça crève les yeux », « Les lycéens visent le bac, la BAC vise les jeunes », ou encore « Nos poubelles mieux protégées que nos enfants ». Autour des cortèges, la solidarité intergénérationnelle s'affiche avec force : « Daronnes trop fières », « La génération X soutient la génération Z ». Le ton est donné. La jeunesse ne demande plus poliment : elle exige. À La Courneuve, la tension est palpable depuis la fin du mois de septembre. Devant le lycée Jacques-Brel, ainsi que devant les établissements

professionnels Denis-Papin et Arthur-Rimbaud, les poubelles se sont entassées au rythme des blocages. Au mégaphone, Anas rassemble ses camarades : « Jacques-Brel, vous êtes chauds ou quoi ? ! » Dans ce territoire sacrifié, le ras-le-bol s'alimente d'une accumulation d'injustices : absences prolongées d'enseignant·es non remplacés, disparition des infirmières scolaires et des assistantes sociales, classes surchargées et emplois du temps incohérents découlant de la réforme Blanquer et de la plateforme Parcoursup. Aux failles de l'Éducation nationale s'ajoute le délabrement des structures, imputé au désengagement prolongé de la Région Île-de-France. Malgré la poussée démographique et l'ouverture de sites, la dotation globale de fonctionnement des

lycées (DGFL) votée par la Région s'érode depuis trois ans. Le quotidien des élèves relève du parcours du combattant : prolifération de cafards et de puces, sanitaires vétustes, sans intimité ni protections périodiques, inondations répétées, plafonds qui s'effondrent et salles de classe à 6 °C en plein hiver.

Pour un plan d'urgence du 93

Face à l'ampleur de la mobilisation et à la dénonciation des violences policières subies par les jeunes (à l'image du drame survenu à Tours, où un lycéen a perdu un œil), le gouvernement tente d'éteindre l'incendie. Réagissant à la mobilisation du mardi 6 octobre, l'exécutif a dépêché des consignes d'urgence aux chefs d'établissement pour instaurer des « temps d'échange » et orchestrer

une soi-disant « démocratie interne ». Une manœuvre perçue comme de la poudre aux yeux par la communauté éducative qui exige la satisfaction de toutes les revendications. Réunis en assemblée générale dès le 7 octobre, les professeur·es du lycée Jacques-Brel ont ainsi sèchement balayé l'initiative. Selon elles et eux, la rue et les blocus ont davantage fait avancer la cause de l'école publique en dix jours que des mois de pseudo-concertations. Exigeant un véritable plan d'urgence d'investissements massifs pour la Seine-Saint-Denis, enseignant·es, parent·es et élu·es locaux apportent un soutien sans faille à cette jeunesse debout, bien décidée à poursuivre le combat. Avec un seul mot d'ordre : « Déter ! »

Nicolas Liébault



12

C'est le nombre moyen de mois de scolarité perdus par un élève de Seine-Saint-Denis sur l'ensemble de son cursus, du primaire au lycée, en raison des absences non remplacées d'enseignant-es.

5000 et 2200

Ce sont les nombres respectifs d'enseignant-es et de personnels d'accompagnement (CPE, AED, AESH, psychologues de l'Éducation nationale, assistant-es sociaux et infirmier-ères) que la communauté éducative demande pour la Seine-Saint-Denis.

6200

C'est le montant moyen en euros investi par élève en Seine-Saint-Denis, contre 8840 euros au niveau national, soit près de 30 % d'écart.

PAROLES DE MANIF

YOUSRA ÉLÈVE DE TERMINALE AU LYCÉE JACQUES-BREL

« Une lutte pour notre dignité »

« L'an dernier, ma prof de français a été absente toute l'année et n'a jamais été remplacée. J'ai dû réviser mon bac en demandant les cours à des camarades. Comment fait-on si l'on n'a personne pour nous aider ? Le ministre veut sanctionner chaque faute d'orthographe, mais sans professeur pour nous corriger, nous sommes condamnés à l'échec. On accumule du retard, on nous envoie vers France Travail, puis on accuse les jeunes de banlieue de ne chercher que les aides sociales. Pourtant, c'est à l'État de nous garantir un avenir. Je refuse Parcoursup, qui nous pénalise à la moindre absence liée à la santé. En Belgique, ce système n'existe pas et chacun trouve sa place à l'université. Et que dire de l'état de notre lycée ? Nous étudions au milieu des cafards, le plafond s'effondre après des inondations et les toilettes n'ont ni portes fonctionnelles ni protections hygiéniques. L'infirmière et l'assistante sociale sont perpétuellement absentes. Nos blocages ne sont pas de la triche pour sécher les cours, c'est une lutte pour notre dignité et celle de tous les lycées populaires. »

AURÉLIEN GAVOIS PROFESSEUR DE LETTRES CLASSIQUES, SYNDIQUÉ FSU

« Nous partageons les revendications »

« Nous partageons pleinement les revendications des élèves. La réforme Blanquer et Parcoursup ont désorganisé la scolarité, imposant des emplois du temps absurdes de 8h à 18h. En seconde, les effectifs dépassent 30 élèves par classe, alors que nos collégiens sortent de réseaux REP+. Ils arrivent au lycée et l'État fait comme s'ils n'avaient plus besoin d'accompagnement spécifique. Nous devons batailler par nos propres moyens pour maintenir des classes de première acceptables. La colère qui s'exprime aujourd'hui part des quartiers populaires, historiquement délaissés par les politiques publiques. Face à cette détresse légitime, le gouvernement a fait le choix regrettable de la répression et du recours systématique aux forces de l'ordre. Les scènes de violence subies par les jeunes, comme ce lycéen mutilé à Tours, révoltent l'ensemble du corps enseignant. Notre mission d'éducateurs est de former des citoyens émancipés, capables de se mobiliser. La jeunesse devrait avoir le droit de grève. »

ALY DIOUARA MAIRE DE LA COURNEUVE

« Soutien absolu aux lycéens »

« La municipalité apporte un soutien absolu aux revendications des lycéens, qui sont d'une légitimité incontestable. J'ai moi-même fréquenté le lycée Jacques-Brel, d'abord comme élève puis en tant qu'assistant d'éducation : je constate que la situation n'a fait que s'aggraver. Dans un État de droit où l'instruction est obligatoire jusqu'à 16 ans, il est tout simplement inacceptable que des jeunes révisent dans des salles à 6°C ou subissent des pénuries répétées de professeurs. L'État et la Région Île-de-France doivent enfin prendre leurs responsabilités et aligner les moyens financiers et humains sur les besoins réels. Le plan d'urgence pour la Seine-Saint-Denis, pourtant promis en grande pompe dès 2018 par le gouvernement, est resté une coquille vide. Les derniers rapports Pisa le confirment : le désengagement dans les quartiers populaires nuit gravement à l'égalité des chances. Nous restons aux côtés des élèves pour que leurs conditions d'études deviennent dignes. »

Propos recueillis par N.L.



Le maire Aly Diouara est venu soutenir les lycéen-nes, ici devant le lycée Jacques-Brel le 1^{er} octobre.

ÉCOLES

LE PARI GAGNANT DES ÉTUDES SURVEILLÉES

Depuis la rentrée de septembre, la municipalité a fait évoluer l'accueil du soir en généralisant les études surveillées dans les écoles élémentaires.

Une réponse concrète aux attentes des familles, qui allie accompagnement aux devoirs, autonomie des élèves et activités ludiques.



Jean-Michel Stiot

Cassandra, animatrice, accompagne les élèves de CP lors des études surveillées à l'école élémentaire Anatole-France.

Lundi 12 octobre, 16h30, à l'école élémentaire Anatole-France. Après la pause du goûter, seize élèves de CP prennent place dans l'une des classes de l'établissement pour le temps d'études surveillées. Cartables ouverts, cahiers et stylos sortis, ils et elles se plongent dans leurs devoirs. Pour les guider et les encourager, Cassandra, animatrice, et Radia, directrice adjointe du centre de loisirs, arpentent les rangs et accompagnent chaque enfant pas à pas.

Proposer de vraies études surveillées en élémentaire était une demande forte des parents. La nouvelle municipalité y a répondu dès la rentrée de septembre en renforçant

la dimension éducative de l'accueil du soir, de 16h30 à 18h30, tandis que la maternelle conserve des activités centrées sur le loisir.

Dans la classe, la séance est stimulante. « *Comment s'appellent les cheveux qui tombent sur le front ?* » interroge l'animatrice. « *Une mèche !* » réplique du tac au tac la petite Harsica, 6 ans, qui l'écrit tout de suite. Un peu plus loin, Alhussein, 5 ans, s'exerce au calcul en complétant

une série de fleurs sur son cahier. Isabelle Lamirault, la directrice de l'école, est aussi présente pour prêter main-forte : « *Comment prononce-t-on le R ?* » demande-t-elle à un élève.

63

C'est le nombre d'élèves accueilli à l'école Anatole-France le lundi 12 octobre pour le temps d'études surveillées.

« Coup de Pouce » : un élan pour la lecture et la confiance

Le temps du soir va s'enrichir très prochainement avec le lancement des clubs « Coup de Pouce », un dispositif de prévention contre l'échec scolaire ciblé sur la lecture et la confiance en soi. Validé lors du conseil municipal du 8 octobre et mené en partenariat avec l'association Coup de pouce, ce programme permettra de déployer treize clubs Lecture-Écriture à travers la ville pour l'année 2026-2027. Chaque club réunira cinq à six élèves de CP orientés par leurs enseignant-es. À raison de trois séances de 1h30 par semaine après la classe, les enfants participeront à des ateliers. Les familles seront pleinement impliquées à travers des temps d'échange, des invitations et des sorties culturelles. Après les phases de cadrage et de formation des équipes, les clubs démarreront dès le retour des vacances d'automne avec une cérémonie d'ouverture officielle.

N.L.

Ici, la méthode mise sur l'autonomie. « *Quand ils ont fini, ils nous appellent et nous corrigeons ensemble. Parfois, ils s'aident entre eux !* » explique la directrice, tout en rappelant que ce temps d'étude n'empêche pas un travail en famille le soir.

Une organisation plébiscitée

Et une fois les leçons assimilées ? « *S'ils terminent plus tôt, ils peuvent pratiquer des jeux socio-éducatifs* », précise Isabelle Lamirault en montrant les jeux de l'oie et les bandes dessinées disposées dans un coin de la pièce. Ce dispositif rencontre un franc succès : ce jour-là, l'école Anatole-France accueillait soixante-trois élèves. Pour encadrer ce groupe, l'établissement mobilise une animatrice titulaire dédiée aux CP ainsi que trois professeurs des écoles pour les niveaux du CE1 au CM2. Un accompagnement sur mesure pensé pour donner à chaque élève les mêmes chances de réussir dès le début de sa scolarité.

Nicolas Liébault

À noter : nouvelle tarification journalière. Le forfait global pour l'accueil du soir est désormais supprimé et remplacé par une tarification journalière, à l'acte.

Une question ? Renseignez-vous directement auprès de la direction du centre de loisirs de votre enfant ou bien écrivez à : reservations.loisirs@lacourneuve.fr

TRANSPORTS

DÉFENDRE LE DROIT À LA MOBILITÉ

La Ville se mobilise contre l'assignation à résidence des habitant-es, privés de solutions de remplacement adaptées et de contreparties tarifaires face aux conséquences des travaux de modernisation du RER B.

Et c'est reparti la galère. Pour cause de travaux, le trafic est interrompu sur le RER B entre Châtelet-les-Halles et Mitry-Claye/Aéroport-Charles-de-Gaulle-2-TGV du lundi au vendredi à partir de 22h45 depuis le 6 octobre et jusqu'au 11 décembre. Il sera aussi complètement interrompu entre Aulnay-sous-Bois et Mitry-Claye les week-ends des 7-8 et 20-21 novembre. Et il sera interrompu entre ces gares à partir de 22h45 du lundi 14 au vendredi 18 décembre. Selon Île-de-France Mobilités (IdFM), l'autorité publique chargée de gérer, planifier et financer les transports en commun de la région, ces travaux visent à renouveler les caténaires,

les rails et le ballast pour éviter des pannes ; à adapter les quais, renforcer l'alimentation électrique et moderniser les ateliers de maintenance pour accueillir d'ici 2030 de nouveaux trains à deux niveaux et à déployer un nouveau système de signalisation.

Un été cauchemardesque

Construite en 1977, la ligne transporte régulièrement plus d'un million de voyageurs par jour : la nécessité des travaux sur une infrastructure vieillissante et saturée ne fait pas de doute. Mais ces interruptions de trafic surviennent juste après celles des RER B (déjà) et D, du tramway T1 et de la ligne 13 l'été dernier, cauchemardesque pour les usager-ères, confrontés aussi à la canicule.

Fin juillet, le maire Aly Diouara avait interpellé IdFM au sujet de l'interruption totale de circulation du T1 entre Gare-de-Saint-Denis et La Courneuve - 8-Mai-1945. En cause : la faiblesse du service de bus de substitution, marqué par des « temps de trajet rallongés de 30 à 50 % » ainsi que des « conditions de voyage indignes », et l'« entrave à la liberté de se déplacer ». Même colère dans la lettre qu'il a adressée mi-septembre à la présidente d'IdFM, Valérie Pécresse, à propos des travaux en cours et à venir sur le RER B.

En 2027, les interruptions en soirée en semaine et parfois le week-end sur l'axe nord devraient se poursuivre. Vingt-trois jours d'interruption de circulation entre La-Plaine et Gare-du-Nord seraient également

prévus pendant l'été. Une situation d'autant plus inacceptable que les Courneuvien-nés, comme tous les habitant-es des quartiers populaires, travaillent plus souvent le soir et le week-end, partent moins en vacances et sont moins motorisés. Le maire Aly Diouara évoque ainsi « les travailleurs précaires, en horaires décalés et de première ligne [...] qui font vivre quotidiennement notre région, ne disposent d'aucune marge de manœuvre dans l'organisation de leurs horaires, ne peuvent recourir au télétravail ou n'ont aucune alternative satisfaisante au RER B ».

Il réclame donc la mise en place d'une réduction du prix des titres et abonnements de transport pour les usager-ères réguliers du RER B durant ce calendrier exceptionnel de travaux, à proportion des heures perdues jusqu'en 2028. Il demande également une révision du calendrier des fermetures anticipées de la ligne, des solutions de remplacement adaptées et la mise en place d'un comité de suivi des travaux du RER B qui intègre IdFM, la SNCF, les associations d'usager-ères et les élu-es des villes concernées.

Olivia Moulin

99

C'est le nombre de jours de fonctionnement du RER B perdus par les usager-ères depuis 2021 à cause des fermetures anticipées de la ligne.



Léa Desjours

Prendre les transports en commun relève parfois du parcours du combattant.

PAROLES D'USAGER-ÈRES

KRIS

« J'ai dû prendre une fois le bus de substitution le soir, entre la gare du Nord et La Courneuve, parce que j'avais mal calculé l'heure du dernier départ à Châtelet. C'était la grosse galère. C'était blindé et ça a dû mettre quatre ou cinq fois plus de temps qu'avec le RER car il y avait des bouchons sur la route. Franchement, ça ne donne plus envie de sortir sur Paris : c'est mieux de rester à la maison. Heureusement que j'ai des horaires de travail normaux ! »

AMINA

« Les travaux, il en faut, il y a toujours des problèmes sur cette ligne, des pannes de train, de signalisation, d'électricité et je ne sais pas quoi d'autre... Mais il faut arrêter de nous traiter comme des animaux ! On nous transporte dans des trains sales et pas climatisés, on ne nous explique pas toujours pourquoi le trafic est interrompu et combien de temps ça va durer et on continue de nous faire payer le Navigo. »



CENTRE-VILLE

LE QUARTIER PREND FORME

Sur le terrain de l'ancienne usine KDI, les trois premiers immeubles de logements sociaux de la ZAC Mairie s'élèvent peu à peu. Le cœur de ville franchit aussi une étape symbolique avec la dénomination de ses nouvelles voies.

Vous avez pu observer, depuis les voies adjacentes (rue Gabriel-Péri, Victor-Hugo, du général-Shramm, et boulevard Pasteur), que sur le terrain de l'ancienne usine KDI poussent de nouvelles constructions. Il s'agit d'immeubles de la première tranche de la ZAC Mairie, qui accueilleront du logement social. Celui-ci représentera à terme 30 % des mille habitations prévues sur ce nouveau centre-ville, le reste étant destiné à l'accession libre et à l'accession sociale à la propriété. La livraison des logements de ces trois ensembles est prévue pour la fin de l'année 2027 : ils compteront six étages, dont les deux derniers (ou « attiques ») se trouveront en retrait de la façade pour préserver une vue dégagée depuis la rue. Ici, pas question de construire des dortoirs : au pied des logements, on trouvera de nouveaux commerces et des services aux habitant-es. Ainsi, le bâtiment le plus au sud (lot H, 74 logements), qui jouxte un ensemble d'ateliers d'artistes rue Victor-Hugo, comportera en rez-de-chaussée une épicerie solidaire et une activité économique (type



Les ouvriers ont posé les fondations du bâtiment H (74 logements sociaux) situé le long de la rue Victor-Hugo.

artisanat); le deuxième, au centre (lot G1, 44 logements), accueillera du tertiaire; et le troisième, plus au nord (lot E3, 46 logements), hébergera un équipement petite enfance. L'éducation et la nature ne sont pas en reste. Un groupe scolaire de vingt-six classes situé au centre de la ZAC ouvrira quant à lui à la rentrée de septembre 2028. 9 000 m² d'espaces de pleine terre dégagés sont programmés, avec un mail piéton paysagé. Ce mail, dont un tronçon constituera le parvis de la

nouvelle école, traversera le quartier d'est en ouest jusqu'à la mairie. Pour rappel, un collectif d'habitant-es volontaires et tirés au sort avait travaillé six mois sur le Grand Centre-Ville (ZAC Mairie, ZAC Six-Routes, Convention) et le projet d'aménagement avait intégré certaines de leurs propositions. Pour les logements en accession à la propriété (lot E1-E2), les habitant-es peuvent d'ores et déjà se renseigner sur les différentes possibilités d'acquisition.

Nicolas Liébault



Au nord, l'immeuble du lot E3 (46 logements sociaux) situé devant le futur groupe scolaire.

De nouvelles voies pour le cœur de ville

Nouveau jalon dans l'aménagement du quartier : l'adressage des futurs bâtiments, rendu nécessaire pour les opérateurs qui vont devoir se raccorder aux réseaux (télécom, fibre, électrique, etc.). Le conseil municipal du 8 octobre vient de délibérer sur la dénomination de trois nouvelles voies structurantes qui seront ouvertes à la circulation à l'horizon 2028. L'axe nord-sud prolongeant la rue Lacazette vers la gare du RER sera la rue Stéphane-Hessel, un axe transversal au milieu du quartier aura pour nom Darling-Légitimus et une voie secondaire celui de Mireille-Mialhe. Un choix qui contribue à ancrer ce nouveau lieu de vie dans la commune.

Stéphane Hessel (1917-2013) Diplomate et résistant français, il a corédigé la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Défenseur des droits humains, il est devenu une figure mondiale de l'engagement citoyen en 2010 grâce à son retentissant manifeste *Indignez-vous*.

Darling Légitimus (1907-1999) Actrice et chanteuse guadeloupéenne, elle fut une pionnière du cinéma français. Figurant parmi les premières artistes noires à s'imposer sur scène et à l'écran, elle a reçu la Coupe Volpi de la meilleure actrice à la Mostra de Venise en 1983 pour *La Rue Cases-Nègres*.

Mireille Mialhe (1921-2010) Elle était une artiste peintre, dessinatrice et résistante française. Lauréate du prix Fénéon en 1950 et enseignante aux Arts décoratifs de Paris, elle a produit une œuvre humaniste, empreinte de réalisme social. Elle est la mère de la réalisatrice Florence Mialhe.

DROITS FONDAMENTAUX

NON AU PERMIS DE TUER

Le 8 octobre, le conseil municipal a adopté à l'unanimité un vœu contre la loi reconnaissant une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre dans l'exercice de leurs fonctions, déjà votée par l'Assemblée nationale et bientôt examinée par le Sénat.

C'est une revendication que le candidat du Front national Jean-Marie Le Pen avait inscrite dans son programme pour l'élection présidentielle de 2007 et que des syndicats policiers comme Alliance Police nationale portent depuis des années. Le 7 juillet, une majorité de députés a voté une proposition de loi disposant que « lorsqu'ils font usage de leurs armes, les agent-es de la police nationale et les militaires de la gendarmerie nationale sont présumés avoir agi dans l'un des cas autorisés par le présent article conformément aux conditions d'absolue nécessité et de stricte proportionnalité ». Cette

loi, « une des plus rances », viendrait « instaurer un régime d'impunité », a dénoncé Elmahdi Hemma, conseiller municipal délégué à la vie étudiante et à l'autonomie des jeunes, lors du conseil municipal du 8 octobre. Ce serait aux victimes de tirs policiers de démontrer que ces tirs n'étaient pas légaux. « Obtenir justice est déjà quasi impossible. [...] Il est à craindre que les tirs se multiplient », a poursuivi l'élu.

49

C'est le nombre de personnes mortes à la suite d'une intervention des forces de l'ordre (police nationale, gendarmerie et police municipale) en 2025. (source : Basta!)

Ce texte arrive en effet après celui de 2017, proposé par le ministre de l'Intérieur de l'époque, le socialiste Bernard Cazeneuve, qui a autorisé gendarmes et policier-ères à utiliser leur arme lorsque « les conducteurs n'obtempèrent pas à l'ordre d'arrêt » et que « les occupants sont susceptibles de perpétrer, dans leur fuite, des atteintes à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui ». Plus besoin donc d'une menace immédiate sur leur vie ou celle d'autres personnes pour ouvrir le feu. Résultat : le nombre de tirs, notamment mortels, sur des personnes à bord d'un véhicule a fortement augmenté. Et cette hausse est directement liée à la loi, selon le politiste et chercheur Sebastian Roché. Parmi ces « dizaines et dizaines de morts », il y a « souvent, très souvent, des Noirs et des Arabes », a rappelé le maire Aly Diouara. C'est donc aussi contre le texte de 2017 et la dérive sécuritaire et raciste associée que le conseil municipal s'est opposé en adoptant à l'unanimité un vœu contre la loi sur la présomption de légitime défense.

Olivia Moulin

« Cette mesure s'inscrit dans le déni des violences policières par les autorités »

Aline Daillère, docteure et chercheuse en science politique spécialisée dans les questions de police

En droit, ce serait un renversement majeur de présumer du fait que les policiers et les gendarmes agissent en légitime défense quand ils font usage de leur arme. Si le texte passe, il conduira très probablement à des questions prioritaires de constitutionnalité (possibilité de contester une loi contraire aux droits et libertés garantis par la Constitution, NDLR). Cette loi inverse la charge de la preuve et installe un principe d'inégalité devant la loi. Or, c'est plus compliqué de prouver qu'on n'a rien fait que de prouver que l'autre a fait quelque chose.

Et cette loi ne concernerait pas que les armes à feu, elle s'appliquerait aux armes utilisées dans le maintien de l'ordre, comme les LBD et les grenades de désencerclement par exemple. Si l'on se réfère à l'actualité du mouvement lycéen, face à une main arrachée, à une mâchoire explosée ou à un œil mutilé..., cette loi signifie que l'on considérerait de prime abord que le policier est dans son bon droit de faire usage de son arme, et ce serait à ces enfants ou à leurs parents de prouver que ce n'est pas le cas.

Cette mesure s'inscrit dans le déni des violences policières et des pratiques discriminatoires de contrôles d'identité, pourtant largement documentées par de nombreuses recherches scientifiques. Elle montre aussi le soutien sans faille que le président et les ministres de l'Intérieur successifs accordent aux forces de l'ordre. »

Propos recueillis par O.M.



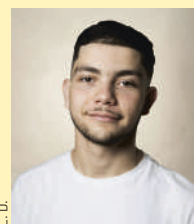
Marche blanche en mars 2024, quelques jours après la mort du jeune Wany à la suite d'une interaction avec la police (Ibrahim a également été blessé).

EXPRESSION DES GROUPES POLITIQUES DU CONSEIL MUNICIPAL

MAJORITÉ MUNICIPALE

GROUPES NOUS LA COURNEUVE INSOUMIS-ES, ÉCOLOGISTES ET CITOYEN-NES

SOUTIEN À LA GÉNÉRATION DORÉE



Depuis fin septembre, une mobilisation lycéenne et étudiante d'ampleur inédite depuis mai 1968 traverse la France : un seul mot d'ordre, des conditions d'éducation et d'enseignement dignes. Face à cette colère, le gouvernement macroniste n'apporte aucune réponse politique à la hauteur. Seule la répression de ce mouvement compte : lycéen·nes mutilés, éborgnés, gazés, multiplication des interpellations abusives...

À La Courneuve, les jeunes doivent savoir que leurs colères seront entendues. La municipalité est solidaire de ces mobilisations et compte prendre sa part dans l'accompagnement d'une jeunesse délaissée par l'État et en colère. Le groupe Insoumis-es, citoyen·nes et écologistes met la jeunesse au cœur du projet qui le lie aux habitant·es. Compter sur sa jeunesse, c'est préparer l'avenir de la ville, accompagner les initiatives innovantes et miser sur les forces vives qui perpétuent nos valeurs de solidarité et d'entraide.

Nous poursuivons notre engagement à faire de La Courneuve une ville dans laquelle chaque jeune peut construire son avenir et conquérir son autonomie. Notre jeunesse ne manque ni d'idées, ni d'ambition, ni de talent. Elle ne quémande pas des droits mais exige les moyens de les exercer pleinement et de transformer ses aspirations en possibilités réelles.

Elmahdi Hemma, conseiller municipal délégué à la vie étudiante et à l'autonomie des jeunes

GROUPES DES ÉLU·ES « CITOYENS, COMMUNISTES ET RADICAUX » (LCETPG)

CETTE MOBILISATION QUESTIONNE TOUTE LA SOCIÉTÉ



Le mouvement lycéen s'est invité dans les médias et dans nos conversations, mais ce sont de seules images de violences dont nous sommes abreuvés. Et pour cause : elles sont médiatiquement plus « rentables » et incarnent une stratégie de pourrissement pour ne pas répondre sur le fond.

Malgré près de 7 000 interpellations (dont 85 % de mineurs) et 250 blessés (dont certains gravement), la mobilisation n'a cessé de s'amplifier. Comprendons les revendications exprimées : manque de profs occasionnant des semaines entières sans enseignement ; classes surchargées (jusqu'à 37 élèves) ; bâtiments qui se dégradent, faute d'investissements et d'entretien ; agonie de la médecine scolaire (médecins et infirmières non recrutés) ; système Parcoursup... Et l'absence de réponses gouvernementales (hormis la répression).

À l'image de l'annonce du déploiement de 3 000 profs sur toute la France, là où il en manque près de 5 000 dans le seul 93, ou de la nouvelle baisse des moyens de l'Éducation nationale au budget 2027.

Alors oui, toute dégradation est condamnable mais n'ignorons pas ce qui les provoque, et qui en sont les premières victimes. Ce mouvement est un cri d'angoisse auquel il est urgent que ce gouvernement réponde. C'est ce qui nous place résolument aux côtés de notre jeunesse qui l'exprime, et des communautés éducatives qui en sont tout autant victimes.

Mylène Bonhomme
Adjointe au maire déléguée aux droits de la jeunesse

OPPOSITION

LA COURNEUVE ENSEMBLE

LA RUPTURE ANNONCÉE PAR LA MAJORITÉ SE FAIT ATTENDRE



Tout au long de la campagne des municipales, le fil rouge du discours de Monsieur Diouara a été celui de la rupture avec la politique de la précédente majorité. Pourtant, près de sept mois après son élection, les premières mesures annoncées semblent bien modestes au regard des ambitions affichées et de leur impact concret pour le quotidien des Courneuvien·nes.

Pendant que certaines municipalités font le choix de mesures fortes aux effets immédiats, l'actuel maire s'est félicité, lors du dernier conseil municipal, d'avoir réorganisé la pause méridienne, mis en place des ateliers éducatifs de lecture et instauré la retransmission vidéo des conseils municipaux...

La précédente municipalité avait engagé plusieurs projets d'envergure pour transformer La Courneuve et donner un nouvel élan à notre ville : Babcock, la Tour Entrepose, le nouveau centre-ville KDI et son futur groupe scolaire, ou encore la reconstruction de l'école Saint-Exupéry. Pourtant, les retards de travaux, les revirements et les mises à l'arrêt de certains projets sont préoccupants. Ces décisions auront des conséquences concrètes pour les habitants. Habile à esquiver les questions sensibles, l'actuel maire devra désormais apporter des réponses et démontrer que la rupture promise ne se traduit pas par un recul des transformations engagées.

Oumarou Doucouré, président du groupe
« La Courneuve Ensemble »

ADOPTÉ
AU CONSEIL MUNICIPAL

VŒU POUR LE GEL DES LOYERS ET LA TRANSPARENCE DES CHARGES LOCATIVES

Dans une ville où le taux de pauvreté s'élève à 43 % (contre 15,4 % à l'échelon national), la hausse des loyers et des charges locatives décidée ces dernières années rend le quotidien de plus en plus difficile. Pour protéger le pouvoir d'achat des habitant·es, le conseil municipal a adopté un vœu dans lequel il réclame aux bailleurs sociaux de geler les loyers et de faire toute la transparence sur les calculs de charges locatives, mais aussi au gouvernement de renoncer au gel des APL prévu en 2027 et de renforcer les aides au logement.

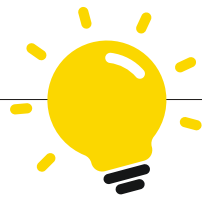
RECONDUCTION DE LA CONVENTION AVEC L'ÉDUCATION NATIONALE POUR CONFIER LA MÉDECINE SCOLAIRE AU CENTRE MUNICIPAL DE SANTÉ

Face à l'absence de médecins scolaires et à la faillite de l'État, dont c'est pourtant la compétence, la Ville assure depuis 2022 les missions de médecine scolaire : des praticien·nes du Centre municipal de santé se rendent dans les 31 écoles pour assurer le suivi médical des élèves. Cette convention est reconduite pour l'exercice 2026, avec un financement de 251 000 euros du rectorat de Créteil.



Pour visionner la séance
du 8 octobre,
rendez-vous ici.





CENTRE MUNICIPAL DE SANTÉ CAP SUR LE PAIEMENT EN LIGNE



Ce projet offre de nombreux avantages :

- **Pour les usager·ères** : un service plus accessible, plus rapide et sans besoin de se déplacer.
- **Pour le centre** : une réduction significative des impayés, des délais d'encaissement raccourcis et un traitement comptable automatisé.
- **Pour les agent·es** : un allègement des tâches administratives manuelles au profit d'un meilleur accueil physique et téléphonique.

Consciente des risques liés à la fracture numérique, la municipalité maintient un accompagnement humain à l'accueil, ainsi que des moyens de paiement sur place (espèces, carte sur place). Par ailleurs, le suivi des familles confrontées à des difficultés financières sera renforcé grâce à des dispositifs d'aide et de soutien adaptés.

Nicolas Liébault

Face à l'extinction programmée du chèque et dans le cadre de sa transformation numérique, le Centre municipal de santé (CMS) Salvador-Allende prépare actuellement le lancement du paiement en ligne. À compter du 1^{er} janvier 2027, le Trésor public n'assurera plus l'encaissement des chèques pour la régie du centre médical. Pour éviter toute rupture de recouvrement et sécuriser

sa trésorerie, la collectivité doit proposer une nouvelle option, pratique et adaptée. Pour répondre à cette exigence, la municipalité mise sur PayFiP, un dispositif gratuit développé par la Direction générale des finances publiques (DGFIP). Cette solution économique permettra aux patient·es de régler leurs consultations à distance, 24h/24 et 7j/7, par carte bancaire, prélèvement ou virement.

LA VILLE RECRUTE

Vous êtes motivé, à la recherche d'une expérience professionnelle à la mairie ou ailleurs. Ces postes sont à pourvoir.

Un·e responsable de l'unité Maintenance et réparations courantes

MISSION Responsable d'une unité constituée d'un gestionnaire technique des demandes de travaux et de trois responsables d'équipe. Les équipes d'entretien sont constituées de professionnel·les tout corps de métiers : 5 plombier·ères, 4 serrurier·ères, 2 maçon·nes, 4 menuisier·ères, 5 peintres et 3 électricien·nes. Vous garantissez ainsi l'entretien, la sécurité et la conformité des locaux aux règles d'hygiène, de salubrité, de sûreté et d'accessibilité. Vous organisez et planifiez toutes les activités de l'unité maintenance et réparations courantes. Management d'équipe, suivi et réception des travaux, participation à l'élaboration et au suivi des marchés publics, suivi administratif et comptable de la régie.

PROFIL Connaissance du Code des marchés et des règles de la maîtrise d'ouvrage publique, management d'équipe, notions techniques en construction.

et préparation du matériel (échafaudages, etc.), préparation des supports et application des apprêts et peintures, petits travaux d'entretien.

PROFIL CAP/BEP/titre professionnel dans le domaine de la peinture en bâtiment, connaissances des autres corps de métier. Permis de conduire obligatoire. Connaissance des statuts et organisation de la fonction publique territoriale.

Un·e menuisier·ère

MISSION Vous serez chargé d'effectuer les travaux du secteur menuiserie et d'apporter votre aide aux autres secteurs des ateliers, depuis la préparation du chantier (commande du matériel) jusqu'à la finition complète, y compris le nettoyage, en passant par la mise en sécurité des sites.

PROFIL CAP/BEP/titre professionnel dans le domaine de la menuiserie. Permis de conduire souhaité.

Un·e chargé·e de la commande publique

MISSION Assurer le respect de la réglementation des marchés tout en intégrant une démarche de développement durable, gérer les procédures de mise en concurrence, conseiller et assister les services dans le cadre de l'exécution des contrats, participer aux commissions, aux jurys, mettre en place et suivre les outils de pilotage des marchés publics, participer à la mise en place d'une culture achat au sein de la collectivité.

PROFIL Master 2 en droit public des affaires, expérience significative en tant que juriste spécialisé en commande publique, excellente connaissance des processus de dématérialisation.

Adressez votre candidature au plus vite à l'attention de Monsieur le maire

- par courrier : Direction des ressources humaines, service recrutement, Ville de La Courneuve, 1 avenue de la République, 93120 La Courneuve ;
- directement sur le site (QR code ci-dessous).

Vous pouvez aussi envoyer des candidatures spontanées.

Retrouvez toutes les offres d'emploi de la Ville en scannant ce QR code.



Vers l'emploi

CV, orientation, démarches, conseils... : venez poser vos questions et rencontrer des professionnel·les et pour trouver des solutions d'emploi près de chez vous.

Mardi 20 octobre de 14 h à 19 h,
Maison pour tous Aïcha-Belaïdi,
56 rue Anatole-France,
tram : arrêt Danton
(un service de garderie est proposé sur place).

CONTACTS UTILES

PÔLE ADMINISTRATIF MÉCANO

58 avenue Gabriel-Péri /
3 mail de l'Égalité.
Du lundi au vendredi
de 8h30 à 12h et de 13h30 à
17h30 (fermeture des portes
un quart d'heure avant).
Le samedi matin de 8h30 à 12h.
Fermé le mardi matin.
01 49 92 60 00.
accueilcommun@lacourneuve.fr

HÔTEL DE VILLE

Avenue de la République.
Ouvert tous les jours du lundi
au vendredi de 8h30 à 12h
et de 13h30 à 17h.
Fermé le samedi matin.

TRANSPORT DES PERSONNES ÂGÉES

01 71 89 66 15
les mardis et vendredis.

COLLECTE DÉCHETS

0 800 074 904

URGENCES

POMPIERS : 18

POLICE-SECOURS : 17

SAMU : 15 (ou 112)

COMMISSARIAT DE POLICE

51 rue de la Convention
01 43 11 77 30

POLICE MUNICIPALE

51 rue de la Convention
01 71 89 66 22
de 9h à 12h et de 13h à 17h

MÉDECINS DE GARDE

Urgences 93
01 48 32 15 15

CENTRE ANTI-POISON

Hôpital Fernand-Widal,
200 rue du Fg-Saint-Denis,
Paris
01 40 05 48 48

PRÉVENTION DU SUICIDE

Appel gratuit et confidentiel,
24h/24 et 7 jours/7 au 3114

SAMU PSYCHIATRIQUE :

15 (ou 112)

VIOLENCES SEXISTES

En cas d'urgence : appeler le 17
ou envoyer un SMS au 114

Intervenante sociale du commissariat

01 43 11 77 32 ou 06 37 71 33 21
**Aide et informations
gratuite et anonyme**
39 19, de 9h à 22h du lundi
au vendredi et de 9h à 18h
les samedis, dimanches
et jours fériés

Psychologue, assistante sociale
consultations pour les victimes
au centre de santé Salvador-
Allende, 2 mail de l'Égalité
01 49 92 60 60

ENFANCE EN DANGER

Appel gratuit et confidentiel,
24h/24 et 7 jours/7 au 119

PHARMACIES DE GARDE

DIMANCHE 18 OCTOBRE

Pharmacie du Marché
48 av. Paul-Vaillant-Couturier,
La Courneuve
01 48 36 77 95

Pharmacie Principale

63 rue Alfred-Jarry,
Aubervilliers
01 43 52 69 88

Pharmacie du Centre

156 rue Danielle-Casanova,
Aubervilliers
01 43 52 49 86

DIMANCHE 25 OCTOBRE

Pharmacie de la Mairie
199 av. Victor-Hugo,
Aubervilliers
01 43 52 00 31

Pharmacie de la Promenade

5 prom. de la Basilique,
Saint-Denis
01 48 27 11 20

Pharmacie Meyer

118 bis av. Victor-Hugo,
Aubervilliers
01 43 52 20 08

ÉTAT CIVIL

NAISSANCES

Eden LHERITIER SEHLAOUÏ (M)
Azim SALHA (M)
Élie PRESIDENT MAÉCHA (M)
Ayyie WINDERSTHIN (F)

MARIAGE

M. Réhane SABURALI
et Mme Jennifer AZIZALY
M. Joël ANTON JUDE
et Mme Séverine BENSERADE
M. Rudolf HAINZ
et Mme Yesenia BONILLA

PRÉVENTION

QUAND DES FEMMES PARLENT AUX FEMMES

Dans le cadre d'Octobre rose, campagne annuelle de sensibilisation au cancer du sein, le club sportif Gym Forme & Force (GFF) a organisé un temps de remise en forme 100 % féminin le 4 octobre. L'occasion pour les participantes d'échanger ensemble sur la maladie.

Ce n'était pas du tout prévu. Après que Nyssia* a témoigné de son expérience du cancer, Arlette et Awa ont spontanément décidé de faire la même chose. Ces adhérentes de Gym Forme & Force (GFF) participent, ce dimanche d'automne, à l'après-midi sportif proposé par le club au gymnase El-Ouafi. Au menu : un échauffement, des exercices de cardio et de renforcement musculaire en musique, de la Zumba et des témoignages sur le cancer, donc. « Je ne savais pas qu'Arlette et Awa parleraient, glisse avec émotion la coach Fatiha Berkane. Il y a beaucoup de femmes touchées par le cancer à GFF, qui sont en plein dedans ou en rémission, sauf que c'est caché. Mais moi, je sais qu'elles sont malades, parce qu'on est comme une famille. » Nyssia, elle, a tenu à partager son « histoire avec tout le monde pour que tout le monde fasse attention ».

Devant les quarante participantes, elle raconte les premiers signes du cancer du sein apparus fin 2024 : « Une grosse fatigue et une grosse prise de poids. » Mais l'échographie et la mammographie ne montraient rien. « Tout était clair et net. » Ensuite, elle a remarqué « une petite boule pas dure » dans son sein droit et « une croûte sur le mamelon », a souffert de tensions dans le bras, dans l'épaule, le dos...

Du courage et de la patience

En avril 2025, elle a commencé une chimiothérapie pour un cancer agressif de stade 4. « Franchement, il est dur le traitement. Il faut avoir du courage et beaucoup de patience. » Désormais en rémission, elle alerte les femmes présentes : « Il ne faut pas hésiter à consulter dès que vous sentez quelque chose de bizarre dans votre corps. » Connaître son corps et se faire confiance, c'est justement le message que veut leur transmettre Awa, nouvelle adhérente du club. Après dix mois d'errance diagnostique, elle



Adja Traoré

Cette année, le club Gym Forme & Force a organisé son propre événement à l'occasion d'Octobre rose.

a appris qu'elle était atteinte d'un cancer du côlon. « Je savais que j'avais quelque chose, j'ai insisté. » Arlette, elle, n'a rien vu venir. « Je n'avais pas mal du tout. Quand c'est tombé sur moi le cancer du sein, j'en voulais plus à ma religion qu'à ma maladie. Je ne croyais plus en rien... » Un an plus tard, elle prend part à ce temps de remise en

forme avec un large sourire. « Il y a des femmes qui s'inscrivent pour perdre du ventre, mais je leur dis que le sport, ça fait surtout du bien au cœur et au cerveau. Ça aide beaucoup moralement », commente Fatiha Berkane. La bienveillance aussi.

Olivia Moulin

*Le prénom a été modifié à sa demande.

PROPU'L'C Une marche en rose

Bouger, c'est bon pour la santé. Le 10 octobre, dans le cadre d'Octobre rose, l'association Propu'L'C et ses partenaires ont invité les habitant·es sur la place de la Fraternité pour un rendez-vous placé sous le signe du sport, de la solidarité et de la prévention. Au programme : une séance d'échauffement et de réveil musculaire, une marche accessible à tou·tes, une collation et un stand d'information sur le dépistage du cancer du sein, où les femmes et jeunes femmes présentes ont pu notamment apprendre à faire une autopalpation mammaire.

Nicolas Viera



JOURNÉE DU 17 OCTOBRE UN GARDIEN DU SAVOIR

Pour Khaled Teffaf, une grande figure des 4 000, l'ignorance est le berceau de la manipulation. Il transmettra ainsi ses connaissances et sa mémoire familiale à la conférence-débat proposée par la Ville pour la commémoration du 17 octobre 1961*.

Il s'intéresse à tout, et donc forcément à l'histoire de ses parents, tous deux membres du Front de libération nationale (FLN), le mouvement, puis parti politique, fondé en 1954 pour obtenir l'indépendance de l'Algérie. « Mon père a passé dix-huit jours au Vél d'Hiv [Vélodrome d'hiver, ndlr] en 1961, ma mère l'a cherché pendant des jours mais elle ne maîtrisait pas bien le français, cela rendait les démarches difficiles », raconte Khaled Teffaf. C'est notamment dans ce lieu parisien, où des milliers de Juif-ves avaient été parqués en juillet 1942 avant

d'être envoyés dans les camps nazis, que les autorités françaises ont interné des Algérien-nes vivant à Paris et en banlieue dans le cadre de la répression meurtrière de la manifestation du 17 octobre 1961. Cette dernière était organisée par le FLN pour protester contre le couvre-feu imposé aux seuls Français-es musulmans d'Algérie par le préfet de police de Paris de l'époque, Maurice Papon. « Ensuite, mon père a été rapatrié au commissariat du XVIII^e arrondissement, où un taxi qui le connaissait bien l'a retrouvé. » Khaled Teffaf, 66 ans et demi, dont soixante-six passés à La Courneuve, a naturelle-



Jean-Michel Sicot

ment rejoint l'association du 17 octobre 1961, alors présidée par Mohand Arab Baziz avant que Samir Yahyaoui ne prenne sa suite. « Ce que ses

fondateurs ont vécu durant la guerre d'Algérie est horrible. Moi, j'étais un simple adhérent mais j'essaie de faire des choses à mon petit niveau,

pour que les nouvelles générations connaissent l'Histoire. » Pour lui, il est nécessaire de rappeler que la manifestation du 17 octobre 1961 était pacifique. « Le slogan du FLN, c'était : "Venez sans armes". Et parmi les 30 000 participants, il y avait beaucoup de femmes et d'enfants. » De nombreux Français-es, en Algérie et en France, ont soutenu la cause indépendantiste, insiste-t-il aussi. « Sans elles et eux, le bilan aurait été encore pire. Il y a tellement d'amalgames actuellement... Il ne faut pas tout réduire au racisme et à la haine. » **O.M.**

*** Plus d'infos sur le programme dans l'agenda page 14-15.**

Le petit truc

ROLLERS DE COMPÈTE



Silina Syan

Ce n'est pas n'importe quelle paire de patins à roulettes. « En vingt ans de carrière, je n'en ai pas beaucoup changé : j'ai fait mes dernières compétitions avec elle, de 2008 à 2018 », sourit Najete Kada, multichampionne de France de patinage artistique sur roulettes (ou roller artistique) en solo et en groupe. Des compétitions au niveau national mais aussi européen et international, qui l'ont amenée en Espagne, en Colombie, en Italie... « Je n'avais pas de paire de rechange. La règle de base ? On ne perd jamais ses rollers ! Bottine, platine, jeu de roulettes : c'est du gros matériel, c'est la fédération [de roller et de skateboard] qui me l'a payé. Il y a quelques années, le roller artistique avait le statut de

sport de haut niveau, donc il y a eu des dotations pour les athlètes de l'équipe de France. Il faut avoir un bon équipement pour évoluer correctement. » Si elle a définitivement arrêté la compétition, celle qui a commencé à s'entraîner à 15 ans continue à transmettre sa passion via l'association Flaneurz Roller Skating Club (rattachée à la marque de rollers et de patins à roulettes détachables Flaneurz) dont elle est la directrice. « Vendre des patins aux gens, c'est bien, leur apprendre à patiner, c'est encore mieux ! » La structure propose ainsi des cours de roller et de danse à roller à Paris et alentour depuis 2020 et s'est installée à La Courneuve à la rentrée. **O.M.**

Cours de roller au gymnase El-Ouafi le mercredi de 17h30 à 18h30 pour les 5-8 ans et de 18h30 à 19h30 pour les 9-11 ans. Cotisations : 60, 90 ou 100 euros.

Cours de danse à roller (14 ans et +) au centre sportif Antonin-Magne le lundi de 19h à 20h30 pour les débutant-es et de 20h30 à 22h pour les intermédiaires. Cotisations : 120 ou 160 euros. Prêt de patins possible et cours d'essai gratuit. Informations : Instagram @flaneurzrsc



62

VEN 16 OCTOBRE

SANTÉ Semaines d'information sur la santé mentale (SISM) FÊTE DE CLÔTURE

Pour terminer cette édition des SISM, la Maison de la citoyenneté et ses partenaires organisent un moment festif. Exposition, chorale, buffet...

Maison de la citoyenneté
James-Marson, 33 avenue Gabriel-Péri,
de 15h à 18h. Programme complet :
lacourneuve.fr

LES EXPOSITIONS

JUSQU'AU 24 OCTOBRE

Dessins, peintures, crochets, perles, coloriages, collages, ce sont les œuvres des patient-es-artistes de l'atelier d'expression thérapeutique du Centre municipal de santé.

Centre municipal de santé
Salvador-Allende, mail de l'Égalité.
Du lundi au vendredi : de 8h30 à 12h30
et de 13h30 à 19h30.
Le samedi : de 8h30 à 12h.

JUSQU'AU 16 OCTOBRE

Les œuvres de l'atelier dessin des seniors seront exposées à la Maison Marcel-Paul.

Maison des seniors Marcel-Paul,
77 avenue de la République.

Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et
de 13h30 à 17h. Fermé le mardi matin.

VEN 16 OCTOBRE

FESTIVAL Villes des musiques du monde



Chœur de femmes berbères de La Courneuve, la Chorale Timlilith présente des chants ancestraux et exprime avec une force harmonieuse et saisissante les joies et les peines de ses interprètes, leur identité et leurs aspirations. Suivra ensuite Imarhan, emblème de la nouvelle génération touareg, insufflant un vent nouveau à l'assouf, le blues du désert.

Centre culturel Jean-Houdremont,
11 avenue du Général-Leclerc, à 19h.
De 6 à 10 euros.
Billetterie ici.



SAM 17 OCTOBRE

MÉDIATHÈQUE Mets ta bouche sur le chemin !

Et si nous partions ensemble à l'aventure ? N'oublie pas ton sac de randonnée (pas besoin d'autre chose que ta bouche, tes oreilles et ton petit cœur qui bat). Répétons ensemble formulettes et chansonnettes ! En route, la petite troupe !

Médiathèque John-Lennon,
9 avenue du Général-Leclerc,
de 15h à 17h.
Réservation recommandée
au 01 71 86 34 70.
Tout public à partir de 4 ans.

LUN 19 OCTOBRE

SENIORS Cimetière du Montparnasse



Partez à la découverte du célèbre cimetière du Montparnasse. Un parcours entre histoire, art et souvenirs, à la rencontre de figures emblématiques.

Rendez-vous à la gare du RER B, à 13h30.
Plus d'informations et inscription :
01 43 11 80 62 (63) ou
maison.marcel.paul@lacourneuve.fr

MAR 20 OCTOBRE

OPPORTUNITÉS Un pas vers l'emploi

Si vous souhaitez rencontrer des professionnel·les, vous informer et trouver un emploi pas loin de chez vous, cet événement est fait pour vous.

Maison pour tous Aïcha-Belaïdi,
58 rue Anatole-France,
de 14h à 19h.
Un service de garderie éphémère
sera proposé.

MER 21 OCTOBRE

SENIORS Confection de bougies

L'animateur propose un atelier de confection de bougies pour le décor d'automne de la Maison Marcel-Paul.

Maison des seniors Marcel-Paul,
77 avenue de la République,
de 14h à 16h30. Plus d'informations
et inscription : 01 43 11 80 62 (63) ou
maison.marcel.paul@lacourneuve.fr

MER 21 OCTOBRE

MÉDIATHÈQUE Des lectures en musique



La médiathèque Aimé-Césaire organise une lecture musicale conviviale pour petit-es et grand-es. Des bibliothécaires animeront des lectures à voix haute, enrichies de sons et de musique interactive. Les participant-es sont invités à apporter des objets bruyants pour enrichir l'expérience.

Médiathèque Aimé-Césaire,
1 mail de l'Égalité, de 15h à 17h.
Réservation recommandée
au 01 71 86 37 37.
Accessible à tout âge.

MAR 27 OCTOBRE

SENIORS Hôtel de ville de Paris

Vous aimez vous balader ? Venez découvrir les quartiers de l'Hôtel de ville et du Marais, et la tour Saint-Jacques.

Rendez-vous à la gare du RER B, à 13h30.
Plus d'informations et inscription :
01 43 11 80 62 (63) ou
maison.marcel.paul@lacourneuve.fr

MER 28 OCTOBRE

MÉDIATHÈQUE À l'école de la nature



Dans cette histoire, humains et animaux vivent ensemble au cœur d'une grande forêt. La journée, on peut y travailler avec un éléphant, rigoler avec des singes ou bien bayer aux corneilles. Mais le soir, quand on rentre à la maison, chez les humains, ça ne tourne pas rond. Parents et enfants ne s'entendent plus vraiment. Heureusement, les animaux sont là pour les aider !

Médiathèque Aimé-Césaire,
1 mail de l'Égalité,
de 15h à 16h.
Réservation recommandée
au 01 71 86 37 37.
À partir de 6 ans.

SAM 17 OCTOBRE

HOMMAGE EN SOUVENIR DU 17 OCTOBRE 1961



La municipalité organise une initiative autour de la commémoration du 17 octobre 1961.

Au programme :

Place de la Fraternité à 11h : discours du maire, lecture du poème « La gueule du loup » de Kateb Yacine, suivie du dépôt de gerbes en hommage aux victimes du 17 octobre 1961 ; interprétation des hymnes nationaux par des musicien·nes.

Centre culturel Jean-Houdremont, à 12h : buffet debout, ouverture de l'exposition « Mémoire vive, 17 octobre 1961 », prêtée par la Ligue de l'enseignement.

À 13h30 : La projection du film *Octobre à Paris* de Jacques Panijel sera suivie d'un débat en présence d'Olivier Le Cour Grandmaison, politologue et spécialiste des questions coloniales.

De 12h à 17h : animations d'un podcast public par le Conseil local de la jeunesse (CLJ).

JEU 29 OCTOBRE

REPAS

Halloween

La cheffe Chaïmae Sghari laissera libre cours à sa créativité pour un repas qui vous fera frissonner de l'entrée au dessert !

Maison de la citoyenneté
James-Marson, 33 av. Gabriel-Péri, à 12h.
Réservation obligatoire :
maisondelacitoyennete@lacourneuve.fr
ou au 01 71 89 66 29.
Tarif : 10 euros.

VEN 30 OCTOBRE

SENIORS

Jeu loup-garou

Venez vous faire peur tout en vous amusant avec le célèbre jeu de rôle du loup-garou. Entrez dans l'histoire, menez l'enquête et tentez de retrouver le loup sans vous faire piéger ! Un goûter partagé clôturera cet après-midi.

Maison des seniors Marcel-Paul,
77 avenue de la République,
de 14h à 16h30.
Plus d'informations et inscription :
01 43 11 80 62 (63) ou
maison.marcel.paul@lacourneuve.fr

VEN 30 OCTOBRE

MÉDIATHÈQUE

Fête des morts

Viens fabriquer un masque mexicain pour la fête des morts et prépare-toi pour Halloween.

Médiathèque Aimé-Césaire,
1 mail de l'Égalité, de 15h à 17h.
Réservation recommandée
au 01 71 86 37 37.
À partir de 8 ans.

VEN 30 OCTOBRE

CINÉMA CARTE BLANCHE AU CLJ



Les jeunes du Conseil local de la jeunesse (CLJ) vous proposent la projection de *La Bataille d'Alger*, de Gillo Pontecorvo. Début 1957, la 10^e division parachutiste du général Massu se voit confier la mission de s'installer dans Alger et de mettre fin par tous les moyens au « terrorisme urbain ». Tenus de se substituer à la police, les paras livrent ce qu'on va appeler la « Bataille d'Alger ». La séance sera suivie d'un débat avec les membres du CLJ.

Cinéma L'Étoile,
1 allée du Progrès, à 19h30. Gratuit.



SAM 31 OCTOBRE

MÉDIATHÈQUE

Jeu de société : Zombicide

Coopération.
Préparation.
Progression. Extermination !
Chaque joueur incarne un survivant doté d'une compétence spéciale. Les zombies progressent quand ils voient les joueurs ou les entendent. Vous allez devoir coopérer si vous voulez survivre.

Médiathèque
Aimé-Césaire,
1 mail de l'Égalité, de 15h à 17h30.
Réservation recommandée
au 01 71 86 37 37.
À partir de 10 ans.

SAM 31 OCTOBRE

VISITE

À la découverte des cryptes archéologiques



Explorez à La Courneuve les cryptes archéologiques de Saint-Lucien, riche de ses sarcophages mérovingiens, et de la Prévôté comprenant les vestiges d'un ancien abreuvoir. Cette visite sera encadrée par Julien Darni, chargé des collections au sein de la Ville.

La visite est programmée de 16h à 16h45.
Inscription obligatoire
sur explorepatis.fr ou auprès
de la Direction des affaires culturelles :
typhaine.godefroy@lacourneuve.fr,
01 49 92 61 76.

MER 4 NOVEMBRE

MÉDIATHÈQUE

Numérikids



Atelier d'initiation aux outils numériques destiné aux enfants.

Médiathèque John-Lennon,
9 avenue du Général-Leclerc,
de 16h à 17h.
Réservation recommandée
au 01 71 86 34 70.
À partir de 6 ans.

JEU 5 ET VEN 6 NOVEMBRE

SPECTACLE

Mille horizons



Dans un décor fait de matériaux au sol ou en suspension, sur une musique évoquant les bruits de la nature, danseurs et comédiens font apparaître les paysages du dehors, les montagnes et les forêts, les ruisseaux et les rivières, le jour et la nuit.

Centre culturel Jean-Houdremont,
11 avenue du Général-Leclerc,
à 14h30 le 5/11 et à 10h et 14h30 le 6/11.



À partir de 7 ans.
Billetterie ici.

S'AIDER SOI-MÊME ET AIDER LES AUTRES

SAM 24 OCTOBRE

PROJECTION

Cin'émoi

Venez voir le film d'animation *Le Corset*, de Louis Clichy. Dans une ferme au cœur de la Beauce, Christophe, 11 ans, règle ses pas sur ceux de son père. Mais à l'école, à la maison, sur le tracteur, Christophe penche... et tombe. Il est obligé de porter un corset pour filer droit. Les séances Cin'émoi sont inclusives, adaptées aux besoins de chacun-e : volume sonore adapté, lumière tamisée, coussins et matériel à disposition.

Cinéma L'Étoile,
1 allée du Progrès,
à 14h. Tarif : 3 euros.

VEN 6 NOVEMBRE

SANTÉ

Café des aidant-es

Vous accompagnez un-e proche malade en situation de handicap ou dépendant du fait de l'âge ? Autour d'un café, venez échanger votre expérience avec d'autres aidant-es. Animé par des professionnel·les, le Café des aidant-es est un temps convivial d'échange et d'information en libre accès. Cette semaine, le thème est : « Aidant-aidé : comprendre les émotions de chacun-e ».

Maison de la citoyenneté
James-Marson,
33 avenue Gabriel-Péri, à 14h.

SUR RENDEZ-VOUS Permanence des faciliteur·rices

Les assistant·es au parcours de vie des personnes en situation de handicap et de leurs aidant·es de l'association Vivre et Devenir vous apportent leur aide.

Pôle administratif Mécano,
3 mail de l'Égalité,
sur rendez-vous.
Tél. : 06 07 33 76 42 ou 06 07 17 84 31.

Journée
d'hommage
aux victimes
du

17
octobre
1961

Samedi
17 octobre
2026

De 11^h à 17^h
Place de la Fraternité
& Houdremont

lacourneuve.fr

